

Bulletin d'histoire politique

Vincent Geloso, *Du Grand Rattrapage au Déclin Tranquille. Une histoire économique et sociale du Québec de 1900 jusqu'à nos jours*, préface de Conrad Black, Montréal, Éditions Accent Grave, 2013, 213 p.

Pierre Fortin



Volume 22, numéro 2, hiver 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022006ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022006ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortin, P. (2014). Compte rendu de [Vincent Geloso, *Du Grand Rattrapage au Déclin Tranquille. Une histoire économique et sociale du Québec de 1900 jusqu'à nos jours*, préface de Conrad Black, Montréal, Éditions Accent Grave, 2013, 213 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(2), 331-333.
<https://doi.org/10.7202/1022006ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Vincent Geloso, *Du Grand Rattrapage au Déclin Tranquille. Une histoire économique et sociale du Québec de 1900 jusqu'à nos jours*, préface de Conrad Black, Montréal, Éditions Accent Grave, 2013, 213 p.

PIERRE FORTIN
Université du Québec à Montréal

Dans ce livre d'histoire économique du Québec, Vincent Geloso propose une interprétation des 110 dernières années en trois périodes qu'il nomme la Grande Stagnation (1900-1939), le Grand Rattrapage (1945-1960) et le Déclin Tranquille (1960-2010). Ainsi que l'indiquent ces vocables, l'auteur présente le Grand Rattrapage comme l'âge d'or du progrès économique et social au Québec, tout en s'appuyant sur la stagnation qui aurait précédé et le déclin qui aurait suivi pour donner encore plus de relief à cette période centrale. Il cherche à démontrer que la Révolution tranquille n'a apporté « que des changements mineurs aux tendances déjà en œuvre pendant le Grand Rattrapage » et que ses réformes « ont fini par hypothéquer la croissance économique du Québec et par créer une culture politique sclérosante ».

L'ouvrage comprend quatre parties. La première est consacrée à établir que la performance comparative de l'économie québécoise fut passablement décevante pendant les premières décennies du xx^e siècle (1900 à 1939), mais brillante dans les quinze années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale (1945 à 1960).

Geloso confirme que, globalement, la période de 1900 à 1939, ou plutôt de 1870 à 1939, en fut une de stagnation économique relative pour le Québec. Selon les historiens de l'économie, le revenu par habitant du Québec serait passé de 83 % de celui de l'Ontario en 1870 à 71 % en 1910. Ce fut la période noire de l'émigration en masse des Canadiens français aux États-Unis. La tendance s'est ensuite partiellement redressée pour le Québec, le rapport Québec-Ontario s'installant autour de 76 % de 1929 à 1939.

L'auteur aborde ensuite sa thèse principale, à savoir que le niveau de vie, défini comme le pouvoir d'achat par habitant sur un territoire donné,

a augmenté plus rapidement au Québec qu'ailleurs au Canada de 1945 à 1960. Son résultat principal (graphique 9) est que, cumulativement de 1945 à 1960, le niveau de vie a augmenté de 11,5 % de plus au Québec qu'en Ontario. Il en conclut qu'« alors qu'avant la guerre le Québec perdait du terrain ou stagnait relativement à l'Ontario, après la guerre il effectue un important rattrapage ».

Ce résultat est contestable principalement pour deux raisons. Premièrement, 60 % de l'avance réalisée par le Québec en 1945-1960 eut lieu en 1946. Elle reflète le délicat passage d'une économie de guerre à une économie de paix. Deuxièmement, le reste du gain relatif du Québec en niveau de vie résulte entièrement de la démographie. De 1946 à 1960, le nombre d'enfants de 0 à 14 ans augmenta de 95 % en Ontario, mais seulement de 60 % au Québec. Ainsi, l'enrichissement relatif du Québec au cours de cette période a résulté non pas d'une contribution plus forte à l'économie de sa population en âge de travailler, mais d'une progression plus lente qu'en Ontario du nombre d'enfants qu'il devait nourrir. Une fois ces ajustements pris en compte, il n'y a plus de « grand rattrapage » à expliquer.

Le reste de la première partie et la deuxième partie contiennent diverses analyses de la mobilité sociale des francophones, de la santé, de l'éducation, de l'emprise de l'Église catholique, de l'idéologie de la survivance, du déclin de la guerre, de l'urbanisation et du libéralisme économique du premier ministre Duplessis.

Dans la troisième partie du livre, Geloso observe que le pouvoir d'achat par habitant du Québec a continué de rattraper celui de l'Ontario et du reste du Canada au même rythme en 1960-1975 qu'en 1945-1960. Il attribue cette évolution non pas à la Révolution tranquille ou au « modèle québécois », mais au mouvement de scolarisation qui avait déjà été amorcé pendant le Grand Rattrapage. Il trouve ensuite que le rattrapage du Québec par rapport à l'ensemble des neuf autres provinces (le « reste du Canada ») a cessé pour de bon après 1975, mais qu'il s'est soudainement accéléré par rapport à l'Ontario (pris isolément) depuis 1990. Il minimise toutefois ce dernier phénomène, cherchant à l'expliquer par un ralentissement de l'économie ontarienne plutôt que par une vitalité accrue de l'économie québécoise. La fin du rattrapage constitue à ses yeux une preuve de la stérilité de la Révolution tranquille au plan économique.

Ces conclusions peuvent évidemment être mises en question. Premièrement, la démographie est demeurée à l'œuvre de 1960 à 1975. Au cours de cette période, le nombre d'enfants de 0 à 14 ans a augmenté de 10 % en Ontario, mais a baissé de 12 % au Québec. Le Québec s'est enrichi relativement à l'Ontario parce qu'il a fait beaucoup moins d'enfants, donc a eu moins de bouches supplémentaires à nourrir. Dès qu'on en tient compte, on est forcé de conclure qu'il n'y a pas eu plus de rattrapage porté par

la population en âge de travailler pendant les 15 années qui ont suivi l'avènement de la Révolution tranquille que pendant les 15 années qui l'ont précédé.

Deuxièmement, l'opinion de Geloso en ce qui concerne les années postérieures à 1990 n'est pas solidement fondée. Il est vrai que l'économie ontarienne a conjoncturellement beaucoup souffert de la récession de 2008-2009, mais il n'existe aucune preuve que la croissance tendancielle de la productivité et du revenu intérieur de cette province ait ralenti depuis vingt ans en comparaison de ce qu'elle était dans les années 1980. De plus, comparer la performance économique du Québec avec celle des neuf provinces du «reste du Canada», y compris les trois dopées à la production de pétrole (Terre-Neuve, Saskatchewan et Alberta), n'a pas de sens. De 1989 à 2011, inflation déduite, le revenu par habitant a crû de 92 % dans ces trois provinces, de 35 % au Québec et de 22 % dans les six autres provinces non pétrolières. L'accélération du rattrapage du Québec par rapport aux provinces non pétrolières, Ontario compris, depuis vingt ans découle vraiment d'une meilleure performance de l'économie québécoise au cours de cette période. (Cela ne présume en rien de l'avenir, par ailleurs).

Dans cette optique, il reste à expliquer pourquoi le revenu par habitant comparatif du Québec a fait du sur-place pendant toute la période de 1946 à 1990, avant de prendre son envol depuis. L'analyse de Geloso contient en germe deux explications plausibles: 1) la scolarisation d'une génération est une œuvre de longue haleine qui prend beaucoup de temps à porter fruit; et 2) la radicalisation du mouvement syndical de 1970 à 1985 a considérablement nui à l'emploi et à la croissance économique de 1975 à 1990. À ces facteurs, il faudrait ajouter l'essor magistral du taux d'activité des femmes québécoises au cours des quinze dernières années.

La quatrième partie du livre appuie la thèse de plusieurs économistes et sociologues, selon laquelle les artisans de la Révolution tranquille et leurs successeurs auraient pratiqué la coupe à blanc dans les institutions traditionnelles du Québec et saccagé sans discernement le capital communautaire accumulé depuis deux siècles. Ils auraient gonflé l'État québécois aux hormones, entraîné le Québec dans un corporatisme outrancier, et encouragé la multiplication des groupes voués au détournement de la richesse collective en faveur de leur intérêt particulier. Tout cela nuirait au progrès économique et social. Les idées qui sont développées dans cette dernière partie du livre sont intéressantes. Elles méritent d'être explorées plus à fond à l'avenir.